



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR
L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES
DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)**

**Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2026-2027
du ministère des Finances du gouvernement du Québec**

Février 2026

Association québécoise des organismes de coopération internationale
1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (Québec) H2L 1L3
www.aqoci.qc.ca

À PROPOS DE L'AQOCI

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)¹, créée en 1976, regroupe 73 organismes implantés dans 14 régions du Québec qui œuvrent, à l'étranger et localement, pour un développement durable et humain. Sa mission consiste à promouvoir et soutenir le travail de ses membres ainsi que leurs initiatives en faveur de la solidarité internationale. En s'appuyant sur la force de son réseau, elle œuvre à l'éradication des causes de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains.

LES TROIS RECOMMANDATIONS DE L'AQOCI POUR LE BUDGET 2026-2027 :

- **Recommandation 1 :** Dans le cadre du budget de mars 2026, il est recommandé que le gouvernement du Québec **s'engage à maintenir et même renforcer le financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie**, en reconnaissant la coopération internationale comme un investissement à fort rendement économique, un outil de défense des intérêts du Québec et un levier de stabilité et de résilience.
- **Recommandation 2 :** Assurer la pérennité du financement actuel du **programme Québec sans frontières** dans le budget de mars 2026, en reconnaissant son rôle structurant en coopération internationale, aide humanitaire et éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi que sa contribution au maintien d'une expertise qualifiée dans les régions du Québec et à la formation d'une relève internationalisée.
- **Recommandation 3 :** Dans le cadre du budget de mars 2026, il est recommandé que le gouvernement du Québec garantisse la stabilité du financement **du Programme de coopération climatique internationale (PCCI)**, en reconnaissant son rôle structurant pour l'innovation, la compétitivité économique, l'influence internationale et la résilience climatique du Québec.

Ces trois investissements stratégiques permettront au Québec de continuer à jouer un rôle actif et influent sur la scène internationale, de soutenir le dynamisme économique de ses régions, de former une génération de jeunes ouverts sur le monde, et de contribuer à la construction d'un avenir plus stable, inclusif et durable — au Québec comme ailleurs dans le monde

¹ L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) : <https://aqoci.qc.ca/>

LE QUÉBEC DANS UN MONDE EN TRANSFORMATION

Un contexte international qui commande l'engagement

Au cours de la dernière année, la scène internationale s'est profondément transformée, marquée par une intensification des tensions géopolitiques, la multiplication des crises humanitaires, l'accélération des impacts climatiques et une fragmentation accrue des échanges économiques. Les conflits armés, les catastrophes climatiques, les déplacements forcés de populations et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont démontré à quel point les crises mondiales ont des répercussions directes sur les sociétés, les économies et la résilience des populations, y compris au Québec.

Dans ce contexte d'instabilité croissante, l'engagement international du Québec par la coopération n'est pas optionnel : il est stratégique. Pour le Québec, la coopération internationale n'est pas seulement un geste de solidarité, mais un **investissement stratégique à rendement multiple**. Elle renforce l'influence internationale du Québec, soutient l'internationalisation de ses entreprises et de ses institutions, et contribue à la formation d'une relève ouverte sur le monde et dotée de compétences interculturelles et professionnelles recherchées.

Un réseau d'expertise enraciné dans les régions du Québec

Le rayonnement international du Québec découle de 50 ans de solidarité et de coopération portées par un réseau d'organismes de coopération internationale (OCI) présents dans 14 régions du Québec. Ces organismes sont actifs dans 86 pays en Afrique, en Amérique latine, en Asie, dans les Caraïbes — particulièrement en Haïti — ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ils ont développé des expertises reconnues internationalement dans des domaines stratégiques : développement économique, renforcement du pouvoir des femmes et des jeunes, environnement et changements climatiques, agriculture et souveraineté alimentaire, santé, éducation, gouvernance démocratique et droits humains.

Cette présence au cœur des régions du Québec permet de mobiliser l'expertise locale et de maintenir des compétences professionnelles diversifiées hors des grands centres urbains. Les OCI contribuent ainsi au dynamisme économique et social des collectivités québécoises tout en projetant leur savoir-faire à l'international.

Des retombées économiques mesurables pour le Québec

L'investissement public dans la coopération internationale génère des retombées économiques directes et significatives. Selon l'étude « Retombées économiques de la solidarité internationale au Québec » produite par Raymond Chabot Grant Thornton en

2022² l'impact économique annuel des activités de solidarité internationale s'élève en moyenne à **142,9 M\$** en valeur ajoutée au PIB du Québec. **Chaque dollar investi par le MRIF génère près de 15 \$ de retombées économiques**, soit une contribution au PIB de 103 M\$ annuellement pour un financement d'environ 7 M\$.

Les sections suivantes présentent les trois recommandations budgétaires précises visant à maintenir et renforcer les investissements du gouvernement du Québec dans la coopération et la solidarité internationales.

1. LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE (MRIF) : UN INSTRUMENT STRATÉGIQUE AU SERVICE DE L'AVENIR DU QUÉBEC

Dans un contexte de fragmentation des marchés mondiaux, de tensions géopolitiques et de pressions budgétaires, la coopération internationale doit être considérée comme un **investissement ciblé générant des retombées économiques, sociales et stratégiques mesurables**.

Un levier direct de compétitivité et de diversification économique

La coopération internationale soutenue par le MRIF permet d'ouvrir des marchés, d'attirer des investissements étrangers et de renforcer la présence internationale des entreprises québécoises. Les activités de diplomatie économique et de partenariats internationaux contribuent à la diversification des marchés, réduisant la dépendance du Québec à quelques partenaires commerciaux.

Un outil de défense des intérêts et de l'autonomie du Québec

Le Québec dispose d'un réseau international unique qui lui permet de défendre ses compétences constitutionnelles, notamment en immigration, culture, éducation et environnement. Dans un contexte de multiplication des accords internationaux, **maintenir une voix distincte et influente sur la scène internationale protège l'autonomie politique et économique du Québec**.

La Francophonie comme espace d'influence et de marchés

La Francophonie constitue un **espace économique et démographique en croissance rapide**, offrant des opportunités de partenariats commerciaux, universitaires et culturels. L'engagement du Québec dans la Francophonie est un investissement dans un réseau économique en expansion où le Québec peut exercer une influence disproportionnée par rapport à sa taille.

² Raymond Chabot Grant Thornton. 2022. « Étude sur les retombées économiques de la solidarité internationale au Québec ». En ligne : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/relations-internationales/publications-adm/autres-publications/RA-rapport-etude-economique-solidarite-internationale.pdf>.

L'AQOCI se réjouit de la volonté exprimée par le gouvernement de développer et d'approfondir les relations économiques entre le Québec et l'Afrique. Des dizaines d'OCI membres de l'AQOCI sont impliqués, depuis de nombreuses années, dans des programmes visant le développement social et économique des collectivités africaines. **Ce réseau constitue un double effet de levier** pour les entreprises et institutions québécoises souhaitant développer des partenariats durables et éthiques en Afrique.

Des expertises économiques concrètes au service des communautés

Les OCI membres de l'AQOCI ont développé une **expertise reconnue en matière de développement socio-économique inclusif et durable**. Deux mécanismes structurants se distinguent par leur caractère particulièrement innovant et leur potentiel stratégique pour le Québec :

- Le **Programme de coopération climatique internationale (PCCI)**, reconnu par l'ONU (Prix de l'action climatique mondiale 2019), permet aux OCI de soutenir des projets combinant transition écologique et développement économique, favorisant des **partenariats avec des entreprises québécoises d'énergies renouvelables**.
- Le **Fonds d'investissement pour la solidarité internationale du Québec (FISIQ)** appuie des **entreprises sociales, des coopératives et des petites et moyennes entreprises** dans les pays partenaires, favorisant la création d'emplois décents et l'autonomisation économique des populations vulnérables.

Ces deux mécanismes constituent un double effet de levier pour le gouvernement du Québec : ils permettent de projeter l'expertise québécoise en matière de développement économique durable tout en créant des opportunités concrètes de **partenariats commerciaux**.

Un investissement en prévention des risques

Les crises internationales ont des impacts économiques et sociaux directs sur le Québec. La coopération internationale contribue à la stabilité, à la gestion préventive des risques et à la crédibilité du Québec comme partenaire fiable, **réduisant les coûts futurs liés aux crises**.

Droits humains et développement économique : un lien stratégique

Fonder le développement économique sur les valeurs des droits humains est un choix stratégique. Une économie fondée sur les droits empêche les concentrations extrêmes de richesse et de pouvoir et favorise des marchés prévisibles et stables.

Recommandation 1 : Dans le cadre du budget de mars 2026, il est recommandé que le gouvernement du Québec **s’engage à maintenir et même renforcer le financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie**, en reconnaissant la coopération internationale comme un investissement à fort rendement économique, un outil de défense des intérêts du Québec et un levier de stabilité et de résilience.

2. LE PROGRAMME QUÉBEC SANS FRONTIÈRES (QSF) : UN INVESTISSEMENT DANS LA JEUNESSE QUÉBÉCOISE, LE DYNAMISME DES RÉGIONS ET LE POSITIONNEMENT INTERNATIONAL DU QUÉBEC

Le programme Québec sans frontières (QSF) constitue un levier structurant de la politique internationale du Québec, en contribuant simultanément à la coopération internationale, à l’aide humanitaire et à l’éducation à la citoyenneté mondiale. **QSF représente un investissement stratégique dans la jeunesse québécoise, l’expertise des régions et le positionnement international du Québec.**

Le Nouveau QSF : une réforme structurante pour une gestion efficace

Le programme Nouveau Québec sans frontières, lancé en mai 2021, propose un financement axé sur l’appui à la mission globale des organismes. Ce financement, **assorti d’obligations rigoureuses de reddition de comptes**, soutient principalement la réalisation de projets structurants sur le terrain tout en offrant la flexibilité nécessaire pour adapter les interventions aux réalités et aux besoins évolutifs des partenaires. Cette approche favorise **une plus grande stabilité organisationnelle et une meilleure continuité des interventions**. La prévisibilité accrue du financement favorise **une planification à moyen terme** et une meilleure gestion des ressources humaines, incluant **le maintien d’une expertise qualifiée dans les régions du Québec**.

Comme l’a souligné la ministre Nadine Girault lors du lancement : « Le Nouveau QSF permettra de maintenir des emplois dans ces organismes, notamment en région, et fera rayonner l’expertise québécoise à l’étranger, tout en contribuant à la création d’un monde plus stable, durable et plus prospère. »³

Le programme unique a remplacé trois programmes distincts, permettant de concevoir des initiatives cohérentes tout en **réduisant les procédures administratives**.

L’instauration d’indicateurs communs et uniformes permet de mieux démontrer les retombées de l’action de solidarité internationale.

³ Newswire. 6 mai 2021. « Lancement du Nouveau Québec sans frontières — Le gouvernement du Québec dévoile un nouveau programme en solidarité internationale et lance son premier appel à propositions ». En ligne : <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/lancement-du-nouveau-quebec-sans-frontieres-le-gouvernement-du-quebec-devoile-un-nouveau-programme-en-solidarite-internationale-et-lance-son-premier-appel-a-propositions-894568547.html>

Des retombées économiques concrètes

Les projets de coopération internationale soutenus par QSF contribuent au développement économique des communautés partenaires tout en renforçant et en exportant l'expertise québécoise. Des projets en **agroécologie et sécurité alimentaire**, en **entrepreneuriat féminin et économie sociale**, et en **adaptation climatique et économie verte**, par exemple, positionnent l'expertise québécoise en matière de transition écologique et d'innovation sociale.

Formation d'une relève qualifiée et internationalisée

QSF forme une relève québécoise dotée de compétences interculturelles, linguistiques et professionnelles recherchées par les employeurs, **renforçant la compétitivité du Québec** dans un contexte de mondialisation des talents et de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Les jeunes qui participent aux programmes QSF développent des compétences en gestion de projets complexes, en travail interculturel, en adaptation et en résolution de problèmes — des compétences directement transférables aux secteurs privé, public et communautaire au Québec.

L'éducation à la citoyenneté mondiale : un investissement dans la cohésion sociale

Les activités d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) prennent des formes multiples — sensibilisation du public, formations thématiques, animations participatives — et rejoignent des publics diversifiés. Elles **développent la pensée critique et l'engagement citoyen** et représentent un **investissement stratégique dans la construction d'une société québécoise plus juste, inclusive et démocratique**.

Retombées stratégiques pour le Québec

Les retombées stratégiques pour le Québec sont multiples :

- **Renforcement de la diplomatie économique et culturelle** par la création de liens durables avec des acteurs clés dans les pays partenaires ;
- **Consolidation des partenariats institutionnels** entre universités, centres de recherche, administrations publiques et organisations de la société civile ;
- **Visibilité internationale accrue** du Québec comme société innovante, solidaire et engagée ;
- **Formation d'une main-d'œuvre internationalisée** capable de soutenir l'expansion internationale des entreprises et institutions québécoises.

Recommandation 2 : Assurer la pérennité du financement actuel du programme Québec sans frontières dans le budget de mars 2026, en reconnaissant son rôle structurant en coopération internationale, aide humanitaire et éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi que sa contribution au maintien d'expertise qualifiée dans les régions du Québec et à la formation d'une relève internationalisée.

3. LE PROGRAMME DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE (PCCI) : UN LEVIER ESSENTIEL DE L'ACTION CLIMATIQUE DU QUÉBEC

Dans un contexte d'intensification des crises climatiques et de transition énergétique mondiale, le Programme de coopération climatique internationale (PCCI) constitue un instrument stratégique de l'action internationale du Québec en matière de développement durable et de diplomatie environnementale.

Un modèle québécois d'excellence reconnu mondialement

Le PCCI permet au Québec de positionner son expertise en **énergie propre, adaptation climatique, gestion durable des ressources naturelles et gouvernance environnementale** dans les pays partenaires. Ces projets favorisent la diffusion de technologies et de pratiques inspirées de l'expérience québécoise, contribuant au rayonnement des entreprises, des centres de recherche et des institutions publiques du Québec.

Ils ouvrent des opportunités de **partenariats industriels, universitaires et institutionnels**, renforçant la diplomatie économique et scientifique du Québec. Dans un contexte où les financements climatiques internationaux sont en croissance rapide, le PCCI permet au Québec de se positionner comme un acteur crédible et de capter une part de ces investissements.

Influence internationale et accès aux financements climatiques

Le PCCI renforce la **crédibilité et l'influence internationales du Québec** en tant que leader climatique parmi les États fédérés. Cette reconnaissance facilite l'accès du Québec à des coalitions, à des plateformes multilatérales et à des mécanismes de financement internationaux, ce qui accroît sa capacité à influencer les normes, les politiques et les priorités globales en matière de climat et de développement durable.

Prévention des crises et réduction des risques

En soutenant des projets d'adaptation et d'atténuation dans les pays vulnérables, le PCCI contribue à la **prévention des crises climatiques, humanitaires et migratoires**, réduisant à long terme les risques et les coûts économiques qui affectent également le Québec.

Recommandation 3 : Dans le cadre du budget de mars 2026, il est recommandé que le gouvernement du Québec garantisse la stabilité du financement **du Programme de coopération climatique internationale (PCCI)**, en reconnaissant son rôle structurant pour l'innovation, la compétitivité économique, l'influence internationale et la résilience climatique du Québec.

CONCLUSION : TROIS INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES POUR LE QUÉBEC

Dans un monde en transformation rapide, marqué par l'instabilité géopolitique, les crises climatiques et la fragmentation économique, le maintien de l'engagement international du Québec n'est pas une dépense, mais un **investissement stratégique dans l'avenir, la résilience et l'influence du Québec**.

Les programmes de coopération et de solidarité internationales soutenus par le gouvernement du Québec génèrent des retombées économiques mesurables et substantielles et un effet de levier remarquable où **chaque dollar public génère près de 15 \$ de retombées économiques**.

Au-delà des chiffres, ces programmes soutiennent des objectifs stratégiques essentiels : formation d'une relève qualifiée et internationalisée, positionnement de l'expertise québécoise sur des marchés en croissance, renforcement des partenariats économiques et institutionnels avec l'Afrique, l'Amérique latine et la Francophonie, et contribution à la stabilité internationale qui protège aussi nos propres intérêts.

L'AQOCI et ses 72 organismes membres, présents dans 14 régions du Québec et actifs dans 86 pays, constituent une infrastructure unique et éprouvée au service du rayonnement international du Québec. Leurs expertises, leurs réseaux et leur connaissance approfondie des contextes locaux représentent un actif stratégique qu'il serait coûteux de reconstruire s'il était compromis.